Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : La Prairie

Code géographique : 67015

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Christian Dubé, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de La Prairie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2019-07-02

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de La Prairie

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de La Prairie (l' « entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de La Prairie au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de La Prairie inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S-13, S-14, S23-1, S23-2 et S-23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autres points

Les états financiers consolidés de la Ville de La Prairie pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers consolidés une opinion avec réserve le 28 mai 2018.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas

échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

·nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

·nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

·nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Par Robert Arbour, CPA auditeur, CA

DATE 2019-07-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	31 490 500	32 370 925	30 635 192
Compensations tenant lieu de taxes	2	755 200	829 657	838 100
Quotes-parts	3			
Transferts	4	417 763	5 082 587	7 991 310
Services rendus	5	1 848 725	2 109 656	3 510 788
Imposition de droits	6	2 261 500	3 237 697	3 064 766
Amendes et pénalités	7	1 393 932	1 605 238	1 576 782
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	310 270	494 041	427 087
Autres revenus	10	102 107	3 563 166	20 709 802
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	38 579 997	49 292 967	68 753 827
Charges				
Administration générale	14	5 866 000	5 789 688	5 758 911
Sécurité publique	15	8 927 063	8 889 727	8 564 005
Transport	16	8 735 001	7 931 947	11 036 056
Hygiène du milieu	17	6 497 793	6 823 190	6 447 390
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 542 600	1 643 781	4 166 213
Loisirs et culture	20	6 369 000	6 431 579	6 396 923
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 552 897	1 704 884	1 712 371
Effet net des opérations de restructuration	23			1 367 488
	24	39 490 354	39 214 796	45 449 357
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(910 357)	10 078 171	23 304 470
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		124 404 702	101 100 238
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(2)	(6)
Solde redressé	28		124 404 700	101 100 232
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		134 482 871	124 404 702

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	14 485 979	19 118 723
Débiteurs (note 5)	2	20 741 803	16 923 233
Prêts (note 6)	3	4 284 845	4 284 845
Placements de portefeuille (note 7)	4	404 135	444 634
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	499 400	595 200
Autres actifs financiers (note 9)	7	24 086	
	8	40 440 248	41 366 635
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	19 723 932	14 863 607
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	11 543 291	10 498 604
Revenus reportés (note 12)	12	1 789 711	2 787 343
Dette à long terme (note 13)	13	59 477 916	57 181 986
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 205 780	1 054 681
	15	93 740 630	86 386 221
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(53 300 382)	(45 019 586)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	187 419 414	168 978 299
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	204 342	253 882
Autres actifs non financiers (note 17)	20	159 497	192 107
	21	187 783 253	169 424 288
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	134 482 871	124 404 702

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(910 357)	10 078 171	23 304 470
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(135 407)	(25 154 821)	(28 434 471)
Produit de cession	3		92 696	16 275
Amortissement	4	135 177	6 451 801	5 921 908
(Gain) perte sur cession	5		169 205	(8 952)
Réduction de valeur / Reclassement	6			1 367 488
	7	(230)	(18 441 119)	(21 137 752)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			2 596 464
Variation des stocks de fournitures	9		49 540	(7 918)
Variation des autres actifs non financiers	10		32 610	348 642
	11		82 150	2 937 188
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		2	(8)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(910 587)	(8 280 796)	5 103 898
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(45 019 586)	(50 123 484)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(45 019 586)	(50 123 484)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(53 300 382)	(45 019 586)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 078 171	23 304 470
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	6 451 801	5 921 908
Autres			
- Gain/Perte sur cession	3	169 205	(8 952)
- écart/opération restructuratio	4		1 367 483
	5	16 699 177	30 584 909
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 826 787)	(4 552 749)
Autres actifs financiers	7	(24 086)	
Créditeurs et charges à payer	8	1 052 903	(5 086 778)
Revenus reportés	9	(997 631)	(224 313)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	246 899	460 257
Propriétés destinées à la revente	11		2 596 464
Stocks de fournitures	12	49 540	(7 918)
Autres actifs non financiers	13	32 610	348 642
	14	13 232 625	24 118 514
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(25 154 821)	(28 434 471)
Produit de cession	16	92 696	16 275
	17	(25 062 125)	(28 418 196)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(55 388)	(76 530)
Remboursement ou cession	19	95 887	29 028
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	40 499	(47 502)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	8 676 577	10 694 073
Remboursement de la dette à long terme	24	(6 417 725)	(5 479 024)
Variation nette des emprunts temporaires	25	4 860 325	1 708 779
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(3 322)	(22 886)
Autres			
-	27	40 402	(145 814)
-	28		
	29	7 156 257	6 755 128
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(4 632 744)	2 407 944
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	19 118 723	16 710 782
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		(3)
Solde redressé	33	19 118 723	16 710 779
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	14 485 979	19 118 723

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de la Prairie est constituée et régie en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ,c.C-19.). Elle est dirigée par conseil composé de huit conseillers et un maire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté à la page S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2, S-23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de La Prairie excluant les organismes qu'elle contrôle.

b) Partenariats

La ville participe au partenariat suivant :

Régie d'Assainissement des Eaux du Bassin de La Prairie
Régie Intermunicipale de Police Roussillon
Transport Adapté Rive-Sud Ouest
Gestion Aréna Ville de La Prairie

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie d'Assainissement des Eaux du Bassin de La Prairie pour l'exercice est de 24,09 % et de 24,11 % en 2017.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie Intermunicipale de Police Roussillon pour l'exercice est de 23,36 % et de 22,82 % en 2017.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Transport Adapté Rive-Sud Ouest pour l'exercice est de 23,28 % et de 23,28 % en 2017.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de Gestion Aréna Ville de La Prairie pour l'exercice est de 100,00 % et de 0 % en 2017.

B) Comptabilité d'exercice

Les présents états financiers sont dressés en utilisant la comptabilité d'exercice. La comptabilité d'exercice consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou de toute autre façon.

Utilisation d'Estimation
La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actif et de passif présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les produits et les charges présentés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie
La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements à long terme
Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

b) Actifs non financiers

Stocks
Les stocks sont évalués au moindre du coût (méthode de l'épuisement successif) et de la valeur de remplacement.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 15,20 et 40 ans
Bâtiments: 15 et 40 ans
Véhicules: 8,10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau: 5, 8, 10 et 20 ans Machinerie, outillage et équipement: 10 et 20 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme
Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés
Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux, sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement ;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateurs;

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les transferts (subvention) en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par les partenaires du périmètre comptable est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées
En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

-les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.
Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite répartition des prestations au pro rata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués selon la méthode suivante : valeur marchande de l'actif.
Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.
Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

- pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

H) Instruments financiers

s.o

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Utilisation d'Estimation

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actif et de passif présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les produits et les charges présentés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2018, la Ville de La Prairie a adopté prospectivement les cinq nouvelles normes suivantes : SP 2200, information relatives aux apparentés; SP 3210 Actifs; SP 3320 Actifs éventuels; SP 3380 Droits contractuels et Sp 3420 opérations inter entités.

Le chapitre SP 3420 établit les normes de comptabilisation et d'information applicable aux opérations conclues entre des entités du secteur publics qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire.

Le chapitre SP 2200 définit un apparenté et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les opérations entre apparentés. Des informations à fournir sont requises sur les opérations entre apparentés et les relations sous-jacentes lorsque ces opérations ont été conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées et ont, ou pourrait avoir, une incidence financière importante sur les états financiers.

Le chapitre SP 3210 fournit des indications sur l'application de la définition des actifs

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

énoncé dans la norme SP 1000, fondements conceptuels des états financiers, et établit des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. Des informations doivent être fournies sur les grandes catégories d'actifs non constatées. Lorsqu'un actif n'est pas constaté parce que le montant en cause ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, il faut mentionner les motifs sous-jacents.

Le chapitre SP 3320 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels. Des informations doivent être fournies sur les actifs éventuels s'il est probable que l'événement futur déterminant se produira.

Le chapitre SP 3380 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. Des informations doivent être fournies sur les droits contractuels et comprendre une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que leur échéancier.

L'adoption de ces normes n'a eu aucune incidence sur les résultats et sur la situation financière de la ville. Les incidences se limitent, le cas échéant, à des informations présentées dans les notes complémentaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 150 762	8 037 899
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	10 335 217	11 080 824
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	14 485 979	19 118 723
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 218 939	185 811
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	1 492 545	1 769 840
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	9 837 043	8 810 306
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	4 385 913	2 184 958
Organismes municipaux	15	295 448	335 726
Autres			
- Intérêts, amendes et divers	16	2 416 308	1 467 700
- Organismes consolidés	17	2 314 546	2 354 703
	18	20 741 803	16 923 233
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	4 822 367	4 949 783
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	4 822 367	4 949 783
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	403 661	254 300
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26	4 284 845	4 284 845
-	27		
	28	4 284 845	4 284 845
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	404 135	444 634
Autres placements	31		
	32	404 135	444 634
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	404 135	444 634
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note
Fonds de franchise - UMQ

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(42 472)	151 832
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(663 908)	(611 313)
	37	(706 380)	(459 481)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 582 867	1 711 554
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	70 549	63 664
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	3 584	3 584
Régimes de retraite des élus municipaux	42	62 664	51 744
	43	1 719 664	1 830 546

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	24 086
	46	24 086

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017

10. Emprunts temporaires

La Ville a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 2 000 000 $ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

Au 31 décembre 2018, la ville dispose de marges de crédit autorisées de 20 314 100 $. Un montant de 18 826 896 $ est utilisé au 31 décembre 2018. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel.

Cette somme a été autorisée dans le cadre de règlements d'emprunts pour la réalisation de projet de mise aux normes de l'usine et pour un projet de biométhanisation.

Au 31 décembre 2018, la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie dispose de marges de crédit autorisées de 16 000 000 $. Un montant de 3 724 333 $ est utilisé au 31 décembre 2018. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel.

Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

La Régie intermunicipale de police Rousillon a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 1 000 000 $ au taux préférentiel minoré de 0.15%. Au 31 décembre 2018, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

11. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	1 862 570	2 488 046
Salaires et avantages sociaux	48	1 941 572	1 931 568
Dépôts et retenues de garantie	49	3 186 469	1 932 589
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52	678 143	467 500
Autres			
- Gouvernement du Québec	53	17 616	23 579
- Intérêts sur dette long terme	54	435 886	386 676
- Autres	55	1 175 092	998 365
- Gouvernement du Canada	56	8 830	10 305
- Organismes consolidés	57	2 237 113	2 259 976
	58	11 543 291	10 498 604

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	101 574	332 074
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	818	818
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus de transferts reportés	68	27 250	1 387 509
- Autres revenus reportés	69	22 587	22 328
- Panneaux publicitaires	70	427 463	
- Organismes consolidés	71	1 210 019	1 044 614
	72	1 789 711	2 787 343

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2018	2017
Obligations et billets en monnaie canadienne					73	59 985 480	57 686 019
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	59 985 480	57 686 019
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(507 564)	(504 033)
					83	59 477 916	57 181 986

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets			Autres dettes à long terme			Total 2018
		Avec fonds d'amortissement		Sans fonds d'amortissement		Location-acquisition		Autres		
2019	84		92	6 162 805	100		109		117	6 162 805
2020	85		93	5 863 098	101		110		118	5 863 098
2021	86		94	7 153 864	102		111		119	7 153 864
2022	87		95	6 761 224	103		112		120	6 761 224
2023	88		96	4 833 111	104		113		121	4 833 111
2024 et +	89		97	29 211 378	105		114		122	29 211 378
	90		98	59 985 480	106		115		123	59 985 480
Intérêts et frais accessoires					107	( )			124	( )
	91		99	59 985 480	108		116		125	59 985 480

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2018	2017
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(53 300 382)	(45 019 586)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(53 300 382)	(45 019 586)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	36 589 285	158	540 779	185		212	37 130 064
Eaux usées	131	45 553 052	159	92 224	186	6 069	213	45 639 207
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	66 044 597	160	2 333 625	187		214	68 378 222
Autres	133	26 945 391	161	4 190 845	188	(98)	215	31 136 334
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	30 865 893	163	15 178 463	190	(6 435)	217	46 050 791
Améliorations locatives	136	1 003 381	164	37 949	191		218	1 041 330
Véhicules	137	7 119 266	165	467 854	192	452 503	219	7 134 617
Ameublement et équipement de bureau	138	3 378 073	166	815 471	193	105 970	220	4 087 574
Machinerie, outillage et équipement divers	139	8 520 993	167	562 928	194	72 225	221	9 011 696
Terrains	140	7 925 050	168	3 903 682	195		222	11 828 732
Autres	141	140 123	169		196		223	140 123
	142	234 085 104	170	28 123 820	197	630 234	224	261 578 690
Immobilisations en cours	143	20 840 301	171	(2 968 999)	198	2	225	17 871 300
	144	254 925 405	172	25 154 821	199	630 236	226	279 449 990
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	10 759 035	173	886 809	200		227	11 645 844
Eaux usées	146	21 225 023	174	1 052 419	201	6 069	228	22 271 373
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	21 762 070	175	1 767 620	202		229	23 529 690
Autres	148	7 317 713	176	955 226	203	(98)	230	8 273 037
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	11 661 734	178	809 340	205	(6 435)	232	12 477 509
Améliorations locatives	151	529 994	179	55 097	206		233	585 091
Véhicules	152	3 152 569	180	431 276	207	288 651	234	3 295 194
Ameublement et équipement de bureau	153	2 122 802	181	297 122	208	55 610	235	2 364 314
Machinerie, outillage et équipement divers	154	7 369 672	182	168 867	209	24 534	236	7 514 005
Autres	155	46 494	183	28 025	210		237	74 519
	156	85 947 106	184	6 451 801	211	368 331	238	92 030 576
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	168 978 299					239	187 419 414
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- FPA	256	122 973	116 976
- Organismes consolidés	257	36 524	75 131
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	159 497	192 107

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

18. Obligations contractuelles

Les principaux engagements contractuels de la ville se détaillent comme suit :

La Ville loue un bâtiment en vertu d'un contrat de location-exploitation échéant le 31 août 2020. Les versements exigibles sont de 117 184 $ par année indexés de la moitié de l'augmentation annuelle de l'indice des prix à la consommation de la région de Montréal (maximum 3%) totalisant 424 037 $ d'ici l'échéance.

La Ville loue un terrain en vertu d'un contrat de location exploitation échéant le 30 novembre 2038. Les versements exigibles sont de 9 600 $ par année indexés annuellement de 3% totalisant 394 408 $ d'ici l'échéance.

La Ville a des engagements d'importance pour le déneigement, le soutien informatique, le service d'évaluation foncière et pour l'impression de documents pour des montants de 2 551 865 $ dont 565 719 $ en 2019.

La Régie d'assainissement des eaux du Basin de La Prairie s'est engagée par contrat pour la gérance de l'exploitation des ouvrages de l'assainissement pour un montant de 4 248 288 $, pour l'évacuation, le transport et l'élimination des boues pour un montant de 1 925 315 $, pour l'entretien mécanique spécialisé pour un montant de 528 $, pour des analyses de laboratoire pour un montant de 57 533 $, pour l'achat de produits chimiques pour un montant de 660 186 $, pour de l'instrumentalisation informatique pour un montant de 11 340 $, pour la tenue des livres comptable pour un montant de 21 000 $ et du déneigement pour un montant de 50 784 $ dont les versements s'échelonnent comme suit:
2019 - 3 110 826 $
2020 - 1 095 112 $
2021 - 1 069 720 $
2022 - 849 658 $
2023 - 849 658 $

La Régie de Police Rousillon s'est engagée auprès de différents organismes et/ou sociétés. Les principaux engagements sont liés à la fourniture d'uniformes, de contrats d'entretien, de soutien informatique et de la location d'équipements dont les versements s'échelonnent comme suit:
2019 - 238 480 $
2020 - 113 222 $
2021 - 19 760 $
2022 - 10 464 $
2023 - 10 464 $

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie

Une poursuite de 877 785 $ est réclamée par un entrepreneur pour des coûts additionnels vu la prolongation du chantier. Il n'est pas possible présentement de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer.

De plus, une poursuite en dommages a été intentée contre la Régie pour le non-paiement des retenues dans le cadre du contrat de biométhanisation. Les retenues à payer réclamées totalisent un montant 2 370 420$ et un montant de 50 000$ est demandé pour les dommages.

Au 31 décembre 2018, les états financiers de la Régie incluent un montant de 2 316 960 $ relativement aux retenues à payer sur ce contrat. Il n'est pas possible présentement de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer.

Finalement, une réclamation éventuelle d'un montant inconnu en date d'aujourd'hui pourrait être réclamée par un entrepreneur pour des coûts additionnels pour prolongation de chantier. Il n'y a pas encore de litige judiciaire entre les parties, qui entretiennent des pourparlers pour régler ce différend.

Il n'est pas possible présentement de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer.

Régie intermunicipale de police Rousillon

La Régie est poursuivie pour une somme de 515 614 $, en plus de l'intérêt au taux légale et l'indemnité additionnelle, plus les frais de justice.

Cette réclamation est entre les mains des assureurs de la Régie. Si celle-ci devait débourser une somme à l'égard de cette cause, la charge qui en résulterait serait comptabilisée dans l'exercice alors en cours.

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par le syndicat des policiers de la Régie pour un montant total indéterminée. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice en cours.

d) Autres

ENVIRONNEMENT

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

Ces données sont présentées pour fins d'information et le rapport des auditeurs ne porte pas sur ces données.

24. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	30 411 880	31 173 400	31 956 336			31 956 336
Compensations tenant lieu de taxes	2	838 100	755 200	829 657			829 657
Quotes-parts	3					6 356 983	
Transferts	4	310 632	246 000	446 035		451 354	785 772
Services rendus	5	1 573 343	1 110 800	1 486 124		792 650	2 109 656
Imposition de droits	6	3 064 766	2 261 500	3 237 697			3 237 697
Amendes et pénalités	7	788 442	595 000	791 747		813 491	1 605 238
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	405 370	299 700	460 945		33 096	494 041
Autres revenus	10	3 196 937	94 700	(34 832)		(5 059)	(39 891)
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	40 589 470	36 536 300	39 173 709		8 442 515	40 978 506
Investissement							
Taxes	13	223 312	317 100	414 589			414 589
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 474 379		4 296 815			4 296 815
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	16 894 063		3 603 057			3 603 057
Autres	18	210 000					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	18 801 754	317 100	8 314 461			8 314 461
	21	59 391 224	36 853 400	47 488 170		8 442 515	49 292 967
Charges							
Administration générale	22	5 509 092	5 669 900	5 563 946	225 742		5 789 688
Sécurité publique	23	7 524 306	8 027 900	7 946 191	187 981	5 830 547	8 889 727
Transport	24	6 017 206	6 250 000	5 171 594	2 449 817	310 536	7 931 947
Hygiène du milieu	25	4 196 362	4 664 600	4 684 945	1 802 960	1 617 276	6 823 190
Santé et bien-être	26						
Aménagement, urbanisme et développement	27	4 101 280	1 484 300	1 578 348	65 433		1 643 781
Loisirs et culture	28	5 390 925	5 261 300	5 188 255	1 243 161	280 898	6 431 579
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 472 074	1 394 300	1 476 666		228 218	1 704 884
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	5 318 493	5 300 000	5 975 094	(5 975 094)		
	33	39 529 738	38 052 300	37 585 039		8 267 475	39 214 796
Excédent (déficit) de l'exercice	34	19 861 486	(1 198 900)	9 903 131		175 040	10 078 171

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	19 861 486	(1 198 900)	9 903 131	175 040	10 078 171
Moins: revenus d'investissement	2	(18 801 754)	(317 100)	(8 314 461)	( )	(8 314 461)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 059 732	(1 516 000)	1 588 670	175 040	1 763 710
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	5 318 493	5 300 000	5 975 094	476 707	6 451 801
Produit de cession	5	7 282		83 435	9 261	92 696
(Gain) perte sur cession	6			178 371	(9 166)	169 205
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	5 325 775	5 300 000	6 236 900	476 802	6 713 702
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	2 596 464				
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	2 596 464				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	29 028		46 333		46 333
	15	29 028		46 333		46 333
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	454 170	288 100	238 784		238 784
Remboursement de la dette à long terme	17	(4 432 216)	(4 982 600)	(5 243 286)	(639 954)	(5 883 240)
	18	(3 978 046)	(4 694 500)	(5 004 502)	(639 954)	(5 644 456)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(76 530)	(25 000)	(538 668)	(52 705)	(591 373)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			111 700		111 700
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 154 900	1 431 000	1 431 000	288 456	1 719 456
Réserves financières et fonds réservés	22	(260 877)	(495 500)	(464 797)	(63 486)	(528 283)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(24 240)		288 004	46 020	334 024
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	1 793 253	910 500	827 239	218 285	1 045 524
	26	5 766 474	1 516 000	2 105 970	55 133	2 161 103
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	6 826 206		3 694 640	230 173	3 924 813

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Réalisations 2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus d'investissement	1	18 801 754	8 314 461		8 314 461
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(67 279)	(130 586)	( )	(130 586)
Sécurité publique	3	(78 219)	(286 981)	(158 670)	(445 651)
Transport	4	(11 759 690)	(2 937 406)	( )	(2 937 406)
Hygiène du milieu	5	(8 001 471)	(3 540 360)	(251 294)	(3 791 654)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(190 007)	(648 329)	( )	(648 329)
Loisirs et culture	8	(7 335 691)	(17 201 195)	( )	(17 201 195)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	(27 432 357)	(24 744 857)	(409 964)	(25 154 821)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(76 530)	(55 388)	( )	(55 388)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	8 799 942	8 162 277		8 162 277
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	76 530	538 668	52 705	591 373
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	708 000	300 000		300 000
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	2 276 499	537 000	69 198	606 198
	18	3 061 029	1 375 668	121 903	1 497 571
	19	(15 647 916)	(15 262 300)	(288 061)	(15 550 361)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	3 153 838	(6 947 839)	(288 061)	(7 235 900)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2017	2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	17 653 988	13 062 087	1 423 892	14 485 979
Débiteurs (note 5)	2	10 717 165	15 300 149	5 449 871	20 741 803
Prêts (note 6)	3	4 284 845	4 284 845		4 284 845
Placements de portefeuille (note 7)	4	444 634	404 135		404 135
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	595 200	499 400		499 400
Autres actifs financiers (note 9)	7			24 086	24 086
	8	33 695 832	33 550 616	6 897 849	40 440 248
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	13 326 227	18 826 896	897 036	19 723 932
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 238 628	9 306 178	2 245 330	11 543 291
Revenus reportés (note 12)	12	1 742 729	579 692	1 210 019	1 789 711
Dette à long terme (note 13)	13	50 377 693	53 387 456	6 090 460	59 477 916
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			1 205 780	1 205 780
	15	73 685 277	82 100 222	11 648 625	93 740 630
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(39 989 445)	(48 549 606)	(4 750 776)	(53 300 382)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	153 434 000	171 941 955	15 477 459	187 419 414
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	240 180	189 518	14 824	204 342
Autres actifs non financiers (note 17)	20	116 976	122 973	36 524	159 497
	21	153 791 156	172 254 446	15 528 807	187 783 253
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	7 741 887	5 832 594	370 881	6 203 475
Excédent de fonctionnement affecté	23	2 349 020	5 011 420	732 546	5 743 966
Réserves financières et fonds réservés	24	808 632	1 782 105	112 610	1 894 715
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(1 286 101)	(1 532 345)	(2 000 506)	(3 532 851)
Financement des investissements en cours	26	(8 338 300)	(15 232 984)	206 189	(15 026 795)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	112 526 573	127 844 050	11 356 311	139 200 361
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	113 801 711	123 704 840	10 778 031	134 482 871

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	10 171 300	9 858 545	13 957 989	13 498 504
Charges sociales	2	2 582 600	2 409 295	3 644 954	3 676 346
Biens et services	3	8 270 500	8 743 314	10 791 029	16 050 294
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	1 394 300	1 442 566	1 485 805	1 440 621
D'autres organismes municipaux	5			76 853	69 742
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			23 173	24 922
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8		34 100	119 053	177 086
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	10 157 000	8 927 667	2 401 566	2 782 956
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	134 600	129 057	160 776	227 065
Amortissement des immobilisations	14	5 300 000	5 975 094	6 451 801	5 921 908
Autres					
- Mauvaises créances	15	42 000	65 401	101 797	1 579 913
-	16				
-	17				
	18	38 052 300	37 585 039	39 214 796	45 449 357

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	26	
Supportant les engagements de prêts	27	
	28	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	5		
Créances douteuses	6		
Autres frais de gestion	7		
	8		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
	15		
	16		
Excédent (déficit) de l'exercice	17		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20		
Provision pour créances douteuses	21	( )	( )
	22		
Autres	23		
	24		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 203 475	7 926 930
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 743 966	3 242 609
Réserves financières et fonds réservés	3	1 894 715	963 230
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(3 532 851)	(3 386 701)
Financement des investissements en cours	5	(15 026 795)	(7 866 579)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	139 200 361	123 525 213
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	134 482 871	124 404 702
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 832 594	7 741 887
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	370 881	185 043
	11	6 203 475	7 926 930
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Déneigement	12	200 000	200 000
- Pub projet résid. et assurance	13	51 120	51 120
- Affecté à l'exercice suivant	14	1 593 400	1 431 000
- Transport en commun	15	1 073 435	73 435
- imprévu.projet majeur règ 1135	16	111 221	111 221
- Evironnement	17	1 352 000	52 000
- Defict actuariel	18	283 100	283 100
- Élection	19	200 044	44
- Nouvelle norme TVQ	20	147 100	147 100
	21	5 011 420	2 349 020
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
- Acquis véhicule et assruance	22	111 785	44 527
- Régime de retraite	23	563 317	614 052
- Loi 15	24	57 444	235 010
	25	732 546	893 589
	26	5 743 966	3 242 609
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 218 939	293 174
Organismes contrôlés et partenariats	38	104 200	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	498 666	558 321
Organismes contrôlés et partenariats	40	8 410	47 235
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds de stationnement	45	64 500	64 500
-	46		
	47	1 894 715	963 230
	48	1 894 715	963 230

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	(62 606)	(72 107)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	(1 163 123)	(1 080 238)
	54	(1 225 729)	(1 152 345)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	(1 225 729)	(1 152 345)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	(1 138 400)	(1 286 101)
Frais d'émission de la dette à long terme	70	(1 049 137)	(1 199 964)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
- Panneaux publicitaires	72	(393 945)	( )
-	73	( )	( )
	74	(2 581 482)	(2 486 065)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75	274 360	251 709
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80	274 360	251 709
	81	(3 532 851)	(3 386 701)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	7 022 699	2 192 341
Investissements à financer	83	(22 049 494)	(10 058 920)
	84	(15 026 795)	(7 866 579)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	187 419 414	168 978 299
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87	4 284 845	4 284 845
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	404 135	444 634
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	192 108 394	173 707 778
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	192 108 394	173 707 778
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(59 477 916)	(57 181 986)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(507 564)	(504 033)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	4 822 367	4 949 783
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	1 480 304	1 605 418
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	774 776	948 253
	98	(52 908 033)	(50 182 565)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(52 908 033)	(50 182 565)
	101	139 200 361	123 525 213

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1		2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERNIMÉES

La loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016.

Application de la Loi au régime de la municipalité de La Prairie et ses entités consolidées

De nouveaux effets de l'application de la Loi doivent être constatés en 2016 à la suite de faits nouveaux décrits dans les paragraphes suivants. Ces effets sont comptabilisés de façon prospective par imputation dans la charge de l'exercice courant, puisqu'ils ont donné lieu à des changements d'estimations comptables. Lorsque ces effets ont trait aux services rendus au cours des exercices antérieurs, ils sont imputés à titre de coût des services passés dans la charge de l'exercice.

La Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives (2016, chapitre 13), sanctionnée le 8 juin 2016, comprend des dispositions venues modifier le Règlement concernant le financement des régimes de retraite des secteurs municipal et universitaire (chapitre R-15.1, r.2). À la suite de cette modification, le calcul des cotisations excédentaires prévues au moment de la prise de retraite, du départ ou du décès avant la retraite pour les régimes de retraite du secteur municipal doit être fait de façon globale sans établir de volets distincts comme la Loi le prévoyait. Il en découle qu'un ajustement actuariel a dû être apporté en 2016 au coût des services passés déjà constaté antérieurement en vertu de la Loi. Les résultats de l'année 2016 tiennent compte de cet

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

ajustement. L'ajustement apporté est le suivant :

·Effet de la modification réglementaire relative au calcul des cotisations excédentaires pour le service antérieur :
-Incidence sur le coût des services passés : (125 500) $
-Gains/pertes actuariel(le)s net(te)s constaté(e)s en contrepartie : 125 500 $
-Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : 0 $

·Effet de la modification réglementaire relative au calcul des cotisations excédentaires pour le service postérieur :
-Incidence sur le coût des services passés : 16 700 $
-Gains/pertes actuariel(le)s net(te)s constaté(e)s en contrepartie : 0 $
-Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : 2 400 $

La municipalité et ses entités consolidées ont finalisé des ententes pour le régime de retraite. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue. Cette entente a une incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2016. L'ajustement apporté est le suivant :

·Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle :
-Incidence sur le coût des services passés : (105 500 $)
-Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : 105 500 $
Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : s. o.

Compte tenu de la situation financière du régime au 31 décembre 2015, la municipalité a décidé, au moyen d'une résolution adoptée par son conseil le 16 janvier 2017, de suspendre une partie de l'indexation automatique pour les participants retraités tel que le lui permet la Loi. Les résultats de l'année 2016 tiennent compte de l'effet de cette suspension. L'ajustement apporté est le suivant :

·Suspension d'une partie de l'indexation automatique des rentes des participants retraités :
-Incidence sur le coût des services passés : (505 700 $)
-Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie : 505 700 $
-Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : s. o.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	141 305	579 926
Charge de l'exercice	4	(1 582 867)	(1 711 554)
Cotisations versées par l'employeur	5	1 399 090	1 283 460
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(42 472)	151 832
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	42 109 737	40 021 289
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(46 270 579)	(42 756 113)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(4 160 842)	(2 734 824)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	4 118 370	2 886 656
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(42 472)	151 832
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(42 472)	151 832
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	42 109 737	40 021 289
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(46 270 579)	(42 756 113)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(4 160 842)	(2 734 824)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	2 432 154	2 393 115
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	2 432 154	2 393 115
Cotisations salariales des employés	21	(1 273 549)	(1 226 709)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	1 158 605	1 166 406
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	333 162	391 016
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	1 491 767	1 557 422
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	2 284 092	2 080 427
Rendement espéré des actifs	33	(2 192 992)	(1 926 295)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	91 100	154 132
Charge de l'exercice	35	1 582 867	1 711 554

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	674 843	3 164 182
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(2 192 993)	(1 926 295)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(1 518 150)	1 237 887
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(409 511)	(31 262)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	1 552 046	1 456 747
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	41 422 530	40 919 831
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	1 488 302	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	489 404	467 327
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	1 652 737	583 019
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	18	18
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,49 %	4,93 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,48 %	4,66 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(1 237 143)	(2 183 275)
Charge de l'exercice	56	(70 549)	(63 664)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	643 784	1 635 626
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(663 908)	(611 313)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(717 170)	(745 488)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(717 170)	(745 488)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	53 262	134 175
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(663 908)	(611 313)
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(663 908)	(611 313)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66	1	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(717 170)	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(717 170)	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	33 639	32 174
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	33 639	32 174
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75	33 639	32 174
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	9 578	9 584
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	43 217	41 758
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	27 332	21 906
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	27 332	21 906
Charge de l'exercice	87	70 549	63 664
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	74 520	4 564
Prestations versées au cours de l'exercice	92	32 471	18 027
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	4	18
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	3,49 %	3,49 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	2,98 %	2,98 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	10,00 %	10,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	5,00 %	5,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2 020	2 020
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2018	2017
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2018	2017
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	114	3 584	3 584

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	9	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	16 114	12 986
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	54 304	43 764
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	8 360	7 980
	119	62 664	51 744

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TAXES		**Budget 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2017**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	24 295 100	24 562 959	24 562 959	23 495 489
Taxes spéciales					
Service de la dette	2		230 500	230 500	
Activités de fonctionnement	3	498 200	509 185	509 185	504 256
Activités d'investissement	4	317 100	326 879	326 879	223 312
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	731 900	758 475	758 475	753 385
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	25 842 300	26 387 998	26 387 998	24 976 442
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 238 500	2 349 476	2 349 476	2 252 167
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	1 035 800	1 089 721	1 089 721	1 045 192
Matières résiduelles	13	1 867 700	1 877 019	1 877 019	1 840 017
Autres					
- Environnement	14	175 100	178 172	178 172	175 451
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	109 100	127 057	127 057	120 519
Service de la dette	18	222 000	273 772	273 772	225 404
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21		87 710	87 710	
	22	5 648 200	5 982 927	5 982 927	5 658 750
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	5 648 200	5 982 927	5 982 927	5 658 750
	27	31 490 500	32 370 925	32 370 925	30 635 192

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Budget 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2017**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29				
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31				
	32				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	103 400	95 993	95 993	90 274
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	621 200	652 059	652 059	587 669
	36	724 600	748 052	748 052	677 943
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37		48 536	48 536	98 749
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40		48 536	48 536	98 749
	41	724 600	796 588	796 588	776 692
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42	11 300	13 740	13 740	13 378
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43				
Taxes d'affaires	44				
	45	11 300	13 740	13 740	13 378
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46	19 300	19 329	19 329	48 030
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47				
	48	19 300	19 329	19 329	48 030
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50				
	51				
	52	755 200	829 657	829 657	838 100

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		**2018**	**2018**	**2018**	**2017**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	53	30 000	57 600	57 600	58 057
Sécurité publique					
Police	54			5 935	6 885
Sécurité incendie	55	8 500	13 651	13 651	12 587
Sécurité civile	56				
Autres	57				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	58	77 900	17 237	17 237	10 760
Enlèvement de la neige	59				
Autres	60				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	61				799 681
Transport adapté	62			307 389	221 877
Transport scolaire	63				
Autres	64				
Transport aérien	65				
Transport par eau	66				
Autres	67				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			23 173	31 449
Réseau de distribution de l'eau potable	69	16 100	143 255	143 255	63 615
Traitement des eaux usées	70				
Réseaux d'égout	71	16 100	143 254	143 254	63 615
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	72				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	73				
Tri et conditionnement	74				
Autres	75				
Autres	76				
Cours d'eau	77				
Protection de l'environnement	78				
Autres	79				
Santé et bien-être					
Logement social	80		4 000	4 000	4 305
Sécurité du revenu	81				
Autres	82				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83		1 357	1 357	1 790
Rénovation urbaine	84	1 900	1 745	1 745	1 913
Promotion et développement économique	85				
Autres	86				(2 740)
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87				
Activités culturelles					
Bibliothèques	88	72 700	49 480	49 480	47 980
Autres	89	22 800	14 456	14 456	48 750
Réseau d'électricité	90				
	91	246 000	446 035	782 532	1 370 524

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		**2018**	**2018**	**2018**	**2017**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	92				
Sécurité publique					
Police	93				
Sécurité incendie	94				1 320
Sécurité civile	95				
Autres	96				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	97		2 971 842	2 971 842	
Enlèvement de la neige	98				
Autres	99				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	100				53 441
Transport adapté	101				
Transport scolaire	102				
Autres	103				
Transport aérien	104				
Transport par eau	105				
Autres	106				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107				5 081 222
Réseau de distribution de l'eau potable	108		102 686	102 686	
Traitement des eaux usées	109				
Réseaux d'égout	110		1 212 847	1 212 847	
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	111				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	112				
Tri et conditionnement	113				
Autres	114				
Autres	115				
Cours d'eau	116				
Protection de l'environnement	117				
Autres	118				
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				
Rénovation urbaine	123				24 571
Promotion et développement économique	124				
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126		9 440	9 440	749 244
Activités culturelles					
Bibliothèques	127				
Autres	128				699 244
Réseau d'électricité	129				
	130		4 296 815	4 296 815	6 609 042

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2018**	**Réalisations 2017**
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131				
Péréquation	132				
Neutralité	133				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135				
Fonds de développement des territoires	136				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137				
Partage des revenus du cannabis	138			1 792	
Autres	139			1 448	11 744
	140			3 240	11 744
TOTAL DES TRANSFERTS	141	246 000	4 742 850	5 082 587	7 991 310

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS		**2018**	**2018**	**2018**	**2017**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	142				
Évaluation	143				
Autres	144				
	145				
Sécurité publique					
Police	146				
Sécurité incendie	147	430 700	489 606	489 606	473 244
Sécurité civile	148				
Autres	149				
	150	430 700	489 606	489 606	473 244
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	151				
Enlèvement de la neige	152				
Autres	153				
Transport collectif	154				
Autres	155				
	156				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157				
Réseau de distribution de l'eau potable	158				
Traitement des eaux usées	159				
Réseaux d'égout	160				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	161				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	162				
Tri et conditionnement	163				
Autres	164				
Autres	165				
Cours d'eau	166				
Protection de l'environnement	167				
Autres	168				
	169				
Santé et bien-être					
Logement social	170				
Autres	171				
	172				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	173				
Rénovation urbaine	174				
Promotion et développement économique	175				
Autres	176				
	177				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	178				
Activités culturelles					
Bibliothèques	179				
Autres	180				
	181				
Réseau d'électricité	182				
	183	430 700	489 606	489 606	473 244

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2018	Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	184				
Évaluation	185				
Autre	186	37 300	50 046	50 046	39 385
	187	37 300	50 046	50 046	39 385
Sécurité publique					
Police	188				
Sécurité incendie	189				
Sécurité civile	190				
Autres	191			147 562	112 292
	192			147 562	112 292
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	193				
Enlèvement de la neige	194				
Autres	195	7 200	53 022	53 022	140 422
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	196				1 242 787
Transport adapté	197				31 175
Transport scolaire	198				
Autres	199				
Autres	200				
	201	7 200	53 022	53 022	1 414 384
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202				
Réseau de distribution de l'eau potable	203				
Traitement des eaux usées	204				
Réseaux d'égout	205	17 200	17 600	17 600	32 430
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	206				
Matières recyclables	207				
Autres	208				
Cours d'eau	209				
Protection de l'environnement	210				
Autres	211			473 986	551 191
	212	17 200	17 600	491 586	583 621
Santé et bien-être					
Logement social	213				
Sécurité du revenu	214				
Autres	215				
	216				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	217	20 500	24 252	24 252	
Rénovation urbaine	218				
Promotion et développement économique	219				
Autres	220				33 250
	221	20 500	24 252	24 252	33 250
Loisirs et culture					
Activités récréatives	222	336 500	549 578	551 562	356 168
Activités culturelles					
Bibliothèques	223	15 000	19 814	19 814	16 821
Autres	224	246 400	282 206	282 206	481 623
	225	597 900	851 598	853 582	854 612
Réseau d'électricité	226				
	227	680 100	996 518	1 620 050	3 037 544
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	1 110 800	1 486 124	2 109 656	3 510 788

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	229	221 500	260 228	260 228	348 955
Droits de mutation immobilière	230	2 040 000	2 977 469	2 977 469	2 715 811
Droits sur les carrières et sablières	231				
Autres	232				
	233	2 261 500	3 237 697	3 237 697	3 064 766
AMENDES ET PÉNALITÉS	234	595 000	791 747	1 605 238	1 576 782
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	235				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	236	299 700	460 945	494 041	427 087
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		(178 371)	(169 205)	8 952
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238				3 058 800
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239				
Contributions des promoteurs	240		3 603 057	3 603 057	16 894 063
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241				
Contributions des organismes municipaux	242				
Autres contributions	243				210 000
Redevances réglementaires	244				
Autres	245	94 700	143 539	129 314	537 987
	246	94 700	3 568 225	3 563 166	20 709 802
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	247				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	730 700	726 329		726 329	726 329	631 385
Greffe et application de la loi	2	1 011 300	965 350	11 997	977 347	977 347	1 092 172
Gestion financière et administrative	3	2 018 500	2 020 289	136 372	2 156 661	2 156 661	2 118 663
Évaluation	4	428 900	417 502		417 502	417 502	445 120
Gestion du personnel	5	447 300	438 348		438 348	438 348	377 257
Autres							
- Autres dépenses administrative	6	1 033 200	996 128	77 373	1 073 501	1 073 501	1 094 314
-	7						
	8	5 669 900	5 563 946	225 742	5 789 688	5 789 688	5 758 911
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 069 000	5 075 514		5 075 514	5 831 069	5 600 395
Sécurité incendie	10	2 850 800	2 739 791	187 981	2 927 772	2 927 772	2 830 924
Sécurité civile	11	24 100	26 720		26 720	26 720	26 528
Autres	12	84 000	104 166		104 166	104 166	106 158
	13	8 027 900	7 946 191	187 981	8 134 172	8 889 727	8 564 005
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 326 100	2 460 345	1 994 345	4 454 690	4 454 690	4 087 695
Enlèvement de la neige	15	575 800	628 410	100 094	728 504	728 504	638 098
Éclairage des rues	16	306 500	292 100	115 525	407 625	407 625	337 303
Circulation et stationnement	17	142 200	137 491		137 491	137 491	157 627
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 899 400	1 653 248		1 653 248	1 963 784	5 567 137
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			239 853	239 853	239 853	248 196
	22	6 250 000	5 171 594	2 449 817	7 621 411	7 931 947	11 036 056

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations 2018	Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	868 100	961 596	528 582	1 490 178	1 490 178	1 440 232
Réseau de distribution de l'eau potable	24	834 700	858 144	441 583	1 299 727	1 299 727	1 233 241
Traitement des eaux usées	25	1 282 900	1 282 939		1 282 939	1 618 224	1 652 184
Réseaux d'égout	26	436 100	312 141	832 795	1 144 936	1 144 936	1 141 993
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	433 900	347 095		347 095	347 095	315 196
Élimination	28	512 100	489 733		489 733	489 733	534 954
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	162 500	114 377		114 377	114 377	59 859
Tri et conditionnement	30	35 700	23 706		23 706	23 706	7 461
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34	98 600	70 064		70 064	70 064	62 270
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38		225 150		225 150	225 150	
Autres	39						
	40	4 664 600	4 684 945	1 802 960	6 487 905	6 823 190	6 447 390
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	782 700	810 440	12 749	823 189	823 189	805 688
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	8 700	7 533	7 215	14 748	14 748	14 212
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	187 800	244 204		244 204	244 204	204 097
Tourisme	49	6 600	7 222		7 222	7 222	7 054
Autres	50			10 053	10 053	10 053	2 606 517
Autres	51	498 500	508 949	35 416	544 365	544 365	528 645
	52	1 484 300	1 578 348	65 433	1 643 781	1 643 781	4 166 213

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	928 800	822 772	1 162 819	1 985 591	1 985 591	1 776 058
Patinoires intérieures et extérieures	54	680 000	803 072		803 072	803 235	531 466
Piscines, plages et ports de plaisance	55	69 700	66 135		66 135	66 135	69 790
Parcs et terrains de jeux	56	1 627 600	1 538 463		1 538 463	1 538 463	1 451 029
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	38 500	17 531		17 531	17 531	14 047
Autres	59						
	60	3 344 600	3 247 973	1 162 819	4 410 792	4 410 955	3 842 390
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 062 600	1 037 860		1 037 860	1 037 860	1 007 100
Bibliothèques	62	741 800	794 828	61 127	855 955	855 955	830 549
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	46 800	51 153		51 153	51 153	45 476
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	65 500	56 441	19 215	75 656	75 656	671 408
	66	1 916 700	1 940 282	80 342	2 020 624	2 020 624	2 554 533
	67	5 261 300	5 188 255	1 243 161	6 431 416	6 431 579	6 396 923
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	1 165 400	1 209 461		1 209 461	1 333 811	1 220 419
Autres frais	70	228 900	233 105		233 105	252 020	314 866
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		34 100		34 100	118 432	176 038
Autres	72					621	1 048
	73	1 394 300	1 476 666		1 476 666	1 704 884	1 712 371
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						1 367 488
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	5 300 000	5 975 094	(5 975 094)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : La Prairie

Code géographique : 67015

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	121 201	121 201	2 858 374
Usines de traitement de l'eau potable	2	34 043	34 043	22 531
Usines et bassins d'épuration	3		262 464	891 866
Conduites d'égout	4	3 181 289	3 181 289	5 111 247
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 360 802	2 360 802	9 741 017
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	41 718	41 718	1 676 554
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 201 755	1 201 755	1 222 005
Autres infrastructures	11	422 738	424 452	508 904
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	52 467	73 797	(4 662)
Édifices communautaires et récréatifs	14	11 641 225	11 641 225	5 428 036
Améliorations locatives	15	46 593	46 593	(6)
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		3 433	(2 019)
Autres	17	232 446	285 151	269 605
Ameublement et équipement de bureau	18	965 423	1 017 196	336 769
Machinerie, outillage et équipement divers	19	535 318	556 775	418 846
Terrains	20	3 603 057	3 608 133	161 925
Autres	21	304 782	294 794	(206 521)
	22	24 744 857	25 154 821	28 434 471

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	121 201	121 201	162 768
Usines de traitement de l'eau potable	24	34 043	34 043	22 531
Usines et bassins d'épuration	25		262 464	891 866
Conduites d'égout	26	3 181 289	3 181 289	105 122
Autres infrastructures	27	3 174 017	3 175 731	3 918 564
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			2 695 606
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			5 006 125
Autres infrastructures	32	852 996	852 996	9 229 916
Autres immobilisations	33	17 381 311	17 527 097	6 401 973
	34	24 744 857	25 154 821	28 434 471

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	558 320	125 230	184 884	498 666
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	13 799 137	989 200	1 418 687	13 369 650
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	38 378 779	7 153 788	4 237 770	41 294 797
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	52 736 236	8 268 218	5 841 341	55 163 113
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 949 783	408 359	535 775	4 822 367
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	4 949 783	408 359	535 775	4 822 367
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	4 949 783	408 359	535 775	4 822 367
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	4 949 783	408 359	535 775	4 822 367
	19	57 686 019	8 676 577	6 377 116	59 985 480
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	57 686 019	8 676 577	6 377 116	59 985 480

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	53 848 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	21 708 111
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	498 666
Débiteurs	9	3 648 353
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	6 475 127
Autres		
- Subvention reporté	13	27 250
-	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	64 906 715
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	4 757 277
Endettement net à long terme	17	69 663 992
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	463 353
Communauté métropolitaine	19	111 522
Autres organismes	20	2 356 115
Endettement total net à long terme	21	72 594 982
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	72 594 982
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	233 400	173 838	173 838	199 700
Sécurité publique					
Police	4	5 069 000	5 075 514	522	
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	2 885 400	1 642 223	1 473 105	1 887 075
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 282 900	1 282 939	948	(1 645)
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	187 800	244 204	244 204	204 097
Autres	21	498 500	508 949	508 949	493 729
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	10 157 000	8 927 667	2 401 566	2 782 956

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018	2017
Rémunération	1		23 129
Charges sociales	2		3 658
Biens et services	3	24 242 232	27 168 910
Frais de financement	4	502 625	236 660
Autres	5		
	6	24 744 857	27 432 357

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	28,26	35,00	54 132,00	2 940 844	722 788	3 663 632
Professionnels	2						
Cols blancs	3	54,88	35,00	99 874,00	2 751 868	674 603	3 426 471
Cols bleus	4	40,64	40,00	84 539,00	2 494 541	602 324	3 096 865
Policiers	5						
Pompiers	6	18,05	40,00	37 545,00	1 214 998	289 115	1 504 113
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	141,83		276 090,00	9 402 251	2 288 830	11 691 081
Élus	9	9,00			456 294	120 465	576 759
	10	150,83			9 858 545	2 409 295	12 267 840

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	143 255	29 984	72 702		245 941
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	143 254	220 832	992 015		1 356 101
Autres	16	96 451	650 214	2 388 668	5 475	3 140 808
	17	382 960	901 030	3 453 385	5 475	4 742 850

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	34 995	40 499
Évaluation	2		
Autres	3	35 042	83 429
	4	70 037	123 928
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	63 270	72 088
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	63 270	72 088
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	595 617	659 272
Enlèvement de la neige	11	23 077	20 558
Autres	12	15 218	11 490
Transport collectif	13		
Autres	14	714	197
	15	634 626	691 517
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	95 412	88 628
Réseau de distribution de l'eau potable	17	146 541	157 884
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	48 204	57 776
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	290 157	304 288
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	387	1 018
Promotion et développement économique	33	410	815
Autres	34	2 116	1 837
	35	2 913	3 670
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	335 677	231 596
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	4 562	7 017
Autres	38	75 424	37 970
	39	415 663	276 583
Réseau d'électricité	40		
	41	1 476 666	1 472 074

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Donat Serres	110 028	16 950
Pierre Vocino	30 852	15 152
Ève Barette-Marchand	21 327	
Laurent Blais	21 327	
Christian Caron	22 800	11 160
Paule Fontaine	22 800	11 160
Denis Girard	22 906	11 160
Suzanne Perron	26 517	
Marie-Ève Plante	22 902	11 160
Ian Rajotte	22 800	11 160
Allen Scott	22 902	11 160
Yves Sénécal	21 327	
Julie Tremblay-Gauthier	22 805	11 160

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		**OUI**		**NON**		**S.O.**
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	4 000 000 $				
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2		3	X	4	

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5		6	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	$		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8		9	X

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		**OUI**		**NON**
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10		11	X
Si oui, indiquer les montants suivants :				
a) le montant total versé en 2018	12			$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13			$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1er alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14		15	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16			$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17	X	18	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :				
a) crédits de taxes	19	5 068		$
b) autres formes d'aide	20			$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019				
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21			
Facteur comparatif de 2018	22			
Valeur uniformisée	23			

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du V*olet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 24 _____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 25 _____ $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver — 26 _____ $

b) Dépenses d'investissement — 27 _____ $

c) Total des frais encourus admissibles — 28 _____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution — 29 _____

b) Date d'adoption de la résolution — 30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : La Prairie

Code géographique : 67015

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de La Prairie,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la ville de La Prairie (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Par Robert Arbour, CPA auditeur, CA

DATE 2019-07-02

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	32 370 925
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 5 068		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	5 068
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	3 524 028
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	127 057
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		10	28 724 908

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	3 227 899 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	3 311 959 000
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	3 269 929 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100) 14 | | | , | 8 | 7 | 8 | 5 | / 100 $

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : La Prairie

Code géographique : 67015

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	25 516 400
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	509 200
Activités d'investissement	4	325 700
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	673 500
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	27 024 800
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 333 800
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	1 099 000
Matières résiduelles	13	1 905 100
Autres		
- Environnement	14	179 400
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	122 400
Service de la dette	18	201 100
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	5 840 800
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	5 840 800
	27	32 865 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	105 600
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	636 400
	9	742 000
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	48 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	48 500
	14	790 500
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	13 700
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	13 700
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	19 300
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	19 300
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	823 500

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Assiette d'application imposable			Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x	2	/100$	3					
Taxe foncière générale (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	2 817 814 724	x	5	0,6529 /100$	6	18 417 500				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	117 955 258	x	8	0,6549 /100$	9	772 500				
Immeubles non résidentiels	10	275 965 410	x	11	1,7771 /100$	12	4 904 100				
Immeubles industriels	13	30 618 150	x	14	2,2884 /100$	15	700 700				
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16		x	17	/100$	18					
Autres	19	42 008 200	x	20	1,3058 /100$	21	548 500				
Immeubles agricoles	22	26 513 900	x	23	0,6529 /100$	24	173 100				
Total						25	25 516 400	26 ( )	27 ( )	28	29 25 516 400

Taxes spéciales											
Service de la dette (taux unique)	30		x	31	/100$	32					
Service de la dette (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33		x	34	/100$	35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36		x	37	/100$	38					
Immeubles non résidentiels	39		x	40	/100$	41					
Immeubles industriels	42		x	43	/100$	44					
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45		x	46	/100$	47					
Autres	48		x	49	/100$	50					
Immeubles agricoles	51		x	52	/100$	53					
Total						54		55 ( )	56 ( )	57	58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 3 310 875 642	x	2 0,0157	/100$	3 509 200				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25 509 200	26 ( )	27 ( )	28	29 509 200

Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30 3 310 875 642	x	31 0,0100	/100$	32 325 700				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54 325 700	55 ( )	56 ( )	57	58 325 700

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	190 , 00 $
Égout	2	, $
Eau et égout	3	, $
Traitement des eaux usées	4	96 , 00 $
Matières résiduelles	5	218 , 00 $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Environnement	18,0000	4	
Travaux généraux urbain-2	0,0088	1	
Usine filtration urbain-1	0,0128	1	
Piscine	45,0000	4	
Répartition locale		2	Taux varie selon règl
Tarif eau au compteur	0,5700	7	m3 - excédent 450 m3
Tarif assainissement au compteur	0,2300	7	m3 - excédent 450 m3

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	32 865 600
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes 2		
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 603 038
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	122 400
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	29 140 162

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 3 310 875 642

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019 12 0 , 8 8 0 1 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	4 975 000	708 500		559 300	802 800	179 900
De secteur	2	130 000	18 800		14 800	20 200	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	38 800	5 600		4 400	6 000	
Autres	5	1 081 400	154 500			171 000	38 600
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	6 225 200	887 400		578 500	1 000 000	218 500

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	19 125 800			26 351 300
De secteur	10	489 700			673 500
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	146 300			201 100
Autres	13	4 071 800			5 517 300
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	23 833 600			32 743 200

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4	X	5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6		7	X	8	
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9		10	X	11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13	X	14	
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16	X	17	
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19	X	20	
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	137 986 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	40 359 700 $
6.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	5 131 000 $
7.	Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	1 511 500 $
8.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	1 593 400 $
9.	Date d'adoption du budget par le conseil	31	2018-12-03

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	X	6			
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9		10		11	X
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12		13		14	X
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16		17	X

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18		19		20	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21		22			

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Christian Dubé , atteste que le rapport financier consolidé de La Prairie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-07-02.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par La Prairie.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que La Prairie consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que La Prairie détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-07-03 10:55:24

Date de transmission au Ministère : 2019/07/03